

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen (et d'ailleurs) remet en circulation aujourd'hui sur Internet une traduction effectuée il y a quelques années par un camarade de Caen. Ce faisant, nous espérons redonner « une seconde jeunesse » à cette traduction qui nous paraît intéressante.

D'autres traductions sont en téléchargement libre sur notre site : <http://ablogm.com/cats/>

Ce texte a été écrit par une personne du Groupe d'Etudes et d'Action Libertaire (GEAL), groupe qui le diffuse sous forme de brochure.

Le GEAL publie la petite revue « Opcion Libertaria » et participe très activement à l'animation du centre d'archives et de la bibliothèque libertaire « Luce Fabbri » à Montevideo.

Pour tout contact : E-mail : opcionlibertaria@yahoo.com

Adresse : GEAL Casilla de Correo 141, 11 000 Montevideo, Uruguay

Le centre d'archives et la bibliothèque se trouvent au N° 1813 de la rue Fernandez Crespo.

Un compagnon du SIA de Caen a assuré la traduction de ce texte, traduction qui a été compilée avec d'autres pour constituer une brochure sur l'anarchisme et le mouvement ouvrier en Uruguay. On peut trouver cette brochure (et bien d'autres traductions, articles, textes etc...) sur le site du Syndicat Intercorporatif Anarchosindicaliste de Caen: <http://www.anartoka.com/sia>

ORIGINES DU MOUVEMENT OUVRIER EN URUGUAY

« Les infinis héros inconnus valent autant
que les plus grands héros de l'histoire. »

Walt Whitman.

Dans cette note, je vais essayer de faire un bref survol de l'histoire du mouvement ouvrier en Uruguay, en mettant l'accent sur ses origines, afin de voir et d'analyser les conséquences de la dégénérescence d'un mouvement ouvrier qui, au début, se caractérisait par son autonomie et la recherche du changement social. Cette défiguration du mouvement syndical est ce qui l'a conduit à être aujourd'hui quasiment un appendice des partis politiques et lui a fait perdre quasiment tout le potentiel émancipateur qu'il a eu autrefois.

A ses débuts, le mouvement ouvrier surgit comme une réponse aux très mauvaises conditions dans lesquelles se trouvaient les classes populaires. Les immigrants européens (surtout français et espagnols), qui venaient sur ces terres avec un riche patrimoine d'expériences issu des luttes qui se menaient dans leurs pays d'origine, lui donnèrent une bénéfique impulsion.

La majorité de ces immigrants étaient anarchistes ce qui fit que le mouvement ouvrier naissant prit un caractère libertaire.

C'est en 1865 que se produit la première tentative connue d'organisation. Elle vient des typographes qui, de par la nature de leur travail, étaient en contact avec les idéologies d'Europe. Dans cette première étape, sa finalité est essentiellement mutuelle du fait qu'ils sont très influencés par les idées de Proudhon.

Plus tard, ils développèrent aussi une activité syndicale avec la fondation de la « Société typographique montevidéenne » en 1870, laquelle fut fortement influencée par les idées de Bakounine et adhéra à l'Association Internationale des Travailleurs en 1872.

Ce furent les premières tentatives organiques d'établir un lien entre notre classe ouvrière et les idées anarchistes et de concevoir aussi sa situation sociale comme étant liée à celle de tous les travailleurs du monde.

En 1875 se forma la « Fédération Régionale de la République Orientale d'Uruguay », appelée aussi Fédération Montevidéenne, membre de l'Association Internationale des Travailleurs (de même que les typographes, ils adhéraient à celle qui avait son siège en Suisse, fondée par les socialistes anti-autoritaires et fédéralistes après la scission avec Marx et ses partisans durant le congrès de La Haye en 1872).

Carlos Rama soutient que l'initiative pour la formation de la Fédération Montevidéenne partit d'une « poignée d'ouvriers d'origine latine, parmi eux des français qui avaient connu la Commune de Paris en 1871 et des espagnols de la « Révolution cantonaliste » de 1873, qui intégraient la classe ouvrière naissante de Montevideo ».

La fédération Montevidéenne regroupa entre 500 et 800 travailleurs de différentes nationalités qui se réunissaient tous les mois.

Les statuts parlaient d'émancipation économique et sociale : « Nous libérer de toute tyrannie, sociale comme économique, quelle que soit son nom et quelle que soit la forme sous laquelle elle s'est constituée. Faire que le capital, les matières premières et les instruments de travail soient entre les mains de ceux qui les utilisent directement, c'est à dire aux mains des travailleurs organisés en associations libres, agricoles et industrielles, afin de se libérer de l'esclavage du salaire et d'obtenir que la société arrive à être une libre fédération de libres associations ouvrières ».

Son action de diffusion d'idées est notable, en particulier à travers son journal « El Internacional », lequel centra son discours sur 3 aspects : 1°) l'analyse des causes de la pauvreté et de l'exploitation des travailleurs (causées par l'Etat et la propriété privée), 2°) l'insistance sur le fait que la violence n'est pas consubstantielle à l'anarchisme et 3°) la reconnaissance du rôle transformateur de l'éducation dans un processus de changement social révolutionnaire.

Au début des années 80, la tentative « fédéracionniste » uruguayenne commença à s'affaiblir.

Néanmoins, en 1884, des groupes d'immigrants commencèrent à fonder des Associations Internationales d'Ouvriers à Montevideo et Las Piedras, basées sur les idées d'union des travailleurs, de solidarité dans la lutte contre le capital et l'Etat et qui appelaient à combattre par « la persuasion, par le bon exemple, jamais par la violence » (statuts de l'Association Internationale de Las Piedras, fondée en 1884).

L'internationalisme uruguayen de 1884 revendiquait la continuité historique de l'AIT, affirmant la validité de la solidarité des travailleurs par delà les frontières géopolitiques.

Du fait de leur caractère anarchiste, elles s'opposaient à la « dictature du prolétariat » de Marx et affirmaient que sous celle-ci surgirait une nouvelle caste de privilégiés et que ne cesserait pas d'exister l'autoritarisme. Le patron cesserait d'être privé mais deviendrait l'Etat qui serait géré par une bureaucratie qui se convertirait en nouvelle classe dominante (intéressante anticipation de ce qui se produira en URSS).

Au lieu de la « dictature du prolétariat », ils luttèrent pour la décentralisation la plus absolue, pour la liberté de tous les individus librement associés.

Ils étaient très influencés par les idées de Kropotkine, tant par son anti-étatisme et son refus de la violence que par sa croyance en la sociabilité naturelle des êtres humains, exprimée en modalités d'organisation collective volontaire. Dans ces associations libres, la solidarité et la fraternité entre leurs intégrants avaient une importance spéciale. Comme exemple nous pouvons citer les statuts de l'Association Internationale Ouvrière de Las Piedras où il est établi comme une de ses bases « vivre entre associés comme une seule et unie famille, voyant en chaque membre de notre société un frère que nous devons secourir par tous les moyens à notre disposition face aux épreuves de la vie ».

Dans ce contexte initial, du fait des journées exténuantes de travail, des salaires très bas et de l'insalubrité des ateliers, les premiers conflits et grèves importantes commencent à se produire. En 1880 a lieu une importante grève de mineurs à Cuñapirù, en mai 1882 les travailleurs des hôpitaux se mettent en grève, en juin les ouvriers du port de Paysandù et en novembre les travailleurs de la fabrique de meuble Caviglia. En 1885 ont lieu des grèves dans la construction, la fabrication de chaussures et les tramways de Montevideo. Cette dernière se reproduit l'année suivante et le conflit éclatera de nouveau en 1901.

Les journaux ouvriers et ouvriéristes appuient les conflits et dénoncent les injustices qui se commettent. En 1885 naît la Fédération des Travailleurs de l'Uruguay (continuatrice de la Fédération de Montevideo). Elle est influencée tant par les idées de Bakounine que par celles de Kropotkine.

L'alternative pour *détruire l'existant* et mettre en place *des droits et des devoirs égaux* consistait, pour les « fédérationnistes » de 85 en 2 points clés : 1°) d'un côté, ils faisaient la promotion de l'association, dans laquelle tous se connaissent, pratiquent l'appui mutuel et s'éduquent à travers l'échange d'idées et la lecture. L'association était un milieu idéal pour pratiquer la libre initiative et la solidarité, 2°) et d'un autre côté, ils diffusaient par le journalisme les idéaux d'émancipation sociale. Son journal s'appelait « Fédération des Travailleurs ».

Tout cela supposait un pari sur la persuasion rationnelle, sur la construction continue des bases de la société de l'avenir.

Comme résultat de ces idées, les « Sociétés de Résistance » et les organisations coopératives ont commencé à proliférer. Ces dernières, en même temps qu'elles furent des modalités alternatives de production, servirent comme sources de revenus économiques pour soutenir les grèves contre les patrons capitalistes.

A cette époque, une industrie naissante de substitutions des importations augmentait le contingent d'employés et d'ouvriers qui s'organisaient en « Société de résistance ». Dans cette période, il y eut divers mouvements de grève qui réclamaient la réduction de la journée de travail, des augmentations de salaire et de meilleures conditions d'hygiène.

Si entre 1888 et 1895 l'activité corporative subit une relative parenthèse, passée cette dernière date, le mouvement prit un élan rénové. Quelques syndicats bien organisés conquièrent la journée de 8 heures (les typographes par exemple), servant de stimulant pour tous les autres.

Surtout à partir de 1890, prolifèrent les journaux et les manifestes qui répondaient à ce mouvement corporatif croissant. Il existait un grand désir de lectures révolutionnaires.

Des centres d'études sociales se formèrent aussi. Dans de nombreux quartiers, il y avait de tels centres, parmi lesquels ceux du Cerro, La Teja et Villa Muñoz se détachent.

Le « Centre International d'Etudes Sociales » mérite une note à part. Il fut fondé en 1898 par un groupe d'ouvriers tailleurs. Les idées de l'anarchisme syndicaliste s'y exprimèrent et d'intenses débats eurent lieu sur « la question sociale ».

Ce centre fut l'athénée des révolutionnaires libertaires, le lieu de leurs polémiques, la scène de leurs contributions à l'art, on y mobilisa l'opinion publique et on y épaula le syndicalisme. Par sa tribune passèrent militants et intellectuels, la majorité d'entre eux attirés par l'anarchisme.

Il faut souligner que dans les débats des Centres d'Etudes Sociales participaient surtout les travailleurs et pas seulement les intellectuels.

L'importance donnée par les acrates à l'éducation était évidente en ce que les cercles libertaires, et spécialement le Centre International d'Etudes Sociales, offrait des cours (en général nocturnes) de langues, arithmétique, histoire naturelle, géographie, chimie, histoire universelle, musique et dessin, en plus de « conférences sociologiques » sur « la question sociale ».

Il s'agissait d'une véritable autogestion sur le plan intellectuel, qui ignorait le système éducatif formel (considéré comme fonctionnel au régime étatique-capitaliste) et cimentait les bases d'une « culture alternative » qui se manifestait dans divers champs. Ce didactisme mutuel marqua plusieurs générations de travailleurs, et pas seulement anarchistes.

Les crises économiques et politiques des dernières années du 19^{ème} siècle ne furent pas favorables aux travailleurs mais à partir de 1901 le mouvement ouvrier acquit une impulsion notable. Aux mois d'octobre et novembre approximativement 30 corps de métiers s'organisèrent en Sociétés de Résistance.

Malgré les mesures coercitives du gouvernement de Cuestas et le soulèvement des « blancs » en 1904 (1), l'ascension syndicale se maintient et quand à la fin de cette même année se discute la possibilité de recréer une fédération ouvrière, il existe au total 38 syndicats, la majorité à Montevideo mais aussi dans l'intérieur, à Salto, Paysandù, Colonia et Mercedes.

Un pas important est la création de la première fédération par industrie, la puissante « Fédération des Travailleurs du Port de Montevideo », qui inclut en son sein différentes Sociétés de Résistance et syndicats et qui se charge de prendre l'initiative d'inviter, en mars 1905, les autres syndicats pour fonder une fédération syndicale régionale.

Il s'agira de la Fédération Ouvrière Régionale de l'Uruguay (FORU), fondée au mois d'août 1905, véritable centrale des travailleurs qui maintiendra l'unité syndicale jusqu'à la scission de 1923.

Elle se caractérisait par « l'action directe », le rejet des partis politiques (qu'ils soient bourgeois ou « prolétariens »), le combat contre le capital et l'Etat et par son intense activité révolutionnaire.

Ses militants voyaient le syndicalisme comme un chemin vers le monde futur de l'anarchie, et dans les luttes pour le salaire et les conditions de vie, ils voyaient un processus d'accumulation des forces qui préparait la « lutte finale » : la grève générale révolutionnaire.

La FORU développait l'éducation des classes populaires à travers la fondation de bibliothèques et la promotion d'écoles rationalistes. Ses militants luttèrent aussi pour l'amélioration du niveau de vie (tant du point de vue matériel que culturel).

Il est utile de faire une brève référence au contexte socio-économique dans lequel s'inscrivait l'activité de la FORU.

Entre 1901 et 1914 se créent 1272 établissements industriels (le double de tous ceux qui existaient dans la république dans les 71 années de son histoire antérieure). On vivait un « boom » industriel qui prit un essor encore plus important avec la première guerre mondiale. Le personnel ouvrier employé durant les années 1903 à 1919 oscillait, selon les statistiques, entre 85 000 et 99 000 travailleurs. Depuis le recensement de 1908, il existait dans le pays plus de travailleurs dans l'industrie et le commerce que de travailleurs ruraux.

De plus, il faut signaler que les conditions économiques et de travail des classes populaires étaient pénibles, les travailleurs recevant des salaires de famine, quand ils ne souffraient pas du chômage, et travaillant de longues journées, souvent dans des conditions insalubres.

A cette situation s'ajoutait le fait que les patrons, qui refusaient le droit des travailleurs à s'associer, commençaient à s'unir entre eux pour, de cette manière, affronter avec plus d'efficacité la mobilisation ouvrière croissante. De multiples associations patronales surgirent au long de l'année 1905. Ironiquement, la consigne « Patrons du monde, unissez-vous » prenait corps. La coalition entre les entreprises leur permettait non seulement d'opposer un front uni aux demandes ouvrières mais également de prendre des représailles en s'engageant à ne pas embaucher de travailleurs virés d'autres usines.

C'est dans ce contexte qu'en août 1905 eut lieu le congrès constituant de la Fédération Ouvrière Régionale Uruguayenne. Cette fondation répondait à une activité militante en croissance rapide.

En même temps que se réalisait ce congrès, le 5^{ème} congrès de la Fédération Ouvrière Régionale Argentine (FORA) se menait à bien. 2 délégués de cette dernière vinrent à Montevideo pour participer au congrès fondateur de la FORU. Il existait entre notre mouvement ouvrier et celui d'Argentine des liens forts, avec celui d'Espagne aussi. Ils étaient unis par un fort internationalisme et leur racine anarchiste commune.

Comme preuve de cet internationalisme, le premier congrès de la FORU envoya un « *salut fraternel à tous les prolétaires de l'univers en lutte pour leur émancipation économique et sociale, faisant le souhait que la solidarité internationale surpasse les frontières, établissant l'harmonie sur la terre.* »

La FORU, comme sa sœur argentine, adopta une forme d'organisation et une définition idéologique anarchiste.

Les socialistes marxistes divergèrent avec la FORU et menèrent en son sein une tentative téméraire de réduire l'influence anarcho-sindicaliste. Ils fondèrent ainsi l'Union Générale des Travailleurs, laquelle, du fait du nombre réduit de syndicats adhérents, manqua d'importance et n'eut pas de gravitation effective.

Peu de temps après son congrès fondateur la FORU convoqua un second congrès qui se réalisa à la fin de 1906. Dans celui-ci, on évalua ce qui avait été fait depuis la création de la Fédération jusqu'à la date et bien que le temps passé ait été court, plusieurs conflits s'étaient produits.

A ce congrès, on ratifia la première déclaration de principes, la Fédération Ouvrière continuant avec une orientation anarchiste marquée.

En 1907, Batlle laissa la présidence du pays qui passa aux mains de Claudio Williman. Cela déboucha sur un changement d'attitude gouvernementale face aux mobilisations ouvrières. Comme le signalent Miraldi et D'Elia « *la fin de la période de Batlle et l'accès à la présidence de Williman se traduisit par une régression politique et sociale intense. La répression du mouvement syndical conduisit à la désintégration d'importantes organisations ouvrières et limita l'action de l'ensemble du mouvement des travailleurs* ».

De plus à la différence de Batlle, Williman et son chef de la police West refusaient de donner asile sur les côtes uruguayennes aux anarchistes expulsés d'Argentine par la loi de résidence (2). La répression du mouvement ouvrier sur la berge voisine (3) commença à trouver un écho dans notre pays.

Malgré cela, le mouvement ouvrier commença à montrer plus de vigueur et à lutter fermement, livrant de nombreux conflits et grèves durant cette période. Durant ces conflits, se réalisa une alliance entre les gouvernants et les entrepreneurs pour réprimer les travailleurs en lutte pour leurs droits négligés.

Le premier mars 1911, Batlle y Ordóñez assume le pouvoir pour la seconde fois avec l'approbation de la classe ouvrière qui voyait se retirer Williman avec espoir.

Dans ce nouveau contexte politique a lieu le 3^{ème} congrès de la FORU qui se réalise du 29 avril au 30 mai 1911. On y tente de réorganiser le mouvement ouvrier qui avait diminué en force et en nombre durant la période de Williman.

A ce congrès le nombre d'ouvriers confédérés approche les 7000 selon la statistique faite par le comité organisateur, lequel signale aussi qu'il y avait 80 000 travailleurs dans la capitale. De ce fait l'importance du congrès d'après eux ne résidait pas dans la quantité de travailleurs représentés mais « *dans les accords qui avaient été pris par les congressistes* ». Le thème de l'augmentation du nombre de travailleurs organisés était une des tâches fondamentales qui devait être menée à bien.

Dans la Déclaration et le Pacte de Solidarité élaboré durant ce congrès on signalait de plus que la FORU « *doit diriger tous ses efforts pour obtenir la complète émancipation du prolétariat, en créant des Sociétés de résistance, des fédérations de métiers connexes, des fédérations locales, en consolidant la nationale, pour qu'ainsi, en procédant du simple au composé, en ouvrant les horizons étroits dans lesquels ont vécu jusqu'à aujourd'hui les producteurs, en leur donnant plus de pain, plus d'aliments, plus de pensées, plus de vie, nous puissions former avec les exploités de toutes [les régions] la grande confédération de tous les producteurs de la terre et, qu'ainsi solidarisés, nous puissions marcher, fermes et décidés, à la conquête de l'émancipation économique et sociale* ».

Et affirmant son caractère anarchiste, elle exprimait que « *notre organisation...est différente et opposée à celle de tous les partis politiques car si eux s'organisent pour la conquête du pouvoir, nous, nous nous organisons pour détruire toutes les institutions bourgeoises et politiques, jusqu'à réussir à établir à leur place une libre fédération de libres producteurs* ».

On résolut également que « *les travailleurs usent dans leurs actes l'action directe, employant comme méthode de lutte le boycott et le sabotage et, comme ultime recours, la grève générale* ».

En 1911 commença le processus d'organisation des travailleurs du tramway, la réponse de 2 entreprises du tramway fut de licencier les 9 ouvriers qui avait assumé la direction du syndicat. Cela déboucha sur la déclaration de la grève par les travailleurs le 11 mai 1911, qui exigèrent la réintégration des licenciés, la réduction de la journée de travail, la révision du règlement de travail, l'augmentation des salaires et la reconnaissance du droit de se syndiquer pour tout le personnel. Presque tous les travailleurs participèrent à la grève mais les patrons furent intransigeants. La dite intransigeance amena les travailleurs du tramway à chercher l'appui de la Fédération Ouvrière, laquelle décida unanimement de lancer la grève générale illimitée qui débuta le 23 mai et qui laissa la ville virtuellement paralysée. Sans entrer plus dans les détails, cette première grève générale de l'histoire de l'Uruguay aboutit à la conquête d'importantes améliorations économiques pour les travailleurs du tramway et à l'acquisition d'une nouvelle expérience de la classe ouvrière contre la domination capitaliste.

Les conditions de travail indignes, les longues journées de labeur, le manque d'hygiène dans les ateliers et l'intense lutte menée par les organisations ouvrières qui dénonçaient et essayaient d'inverser ces conditions, en exigeant des améliorations salariales et en réclamant la journée de 8 heures, finirent par avoir des répercussions au niveau parlementaire.

Un projet de Batlle y Ordóñez en date du 21 décembre 1906 se concrétisa des années après au niveau législatif et culmina avec l'approbation de la loi établissant la journée de 8 heures. C'est un important indicateur de l'effectivité de la lutte ouvrière, ce qui est signalé dans le message, envoyé par le pouvoir exécutif, qui accompagne ce projet. On peut y lire : « *Actuellement la journée de 8 heures a été conquise par nombre de nos corporations...* ».

Le projet final qui consolidait les « 8 heures de travail » fut approuvé lors de la session du 14 juin 1913 à la Chambre des Représentants et le 17 novembre 1915 au Sénat.

Il est important de signaler qu'il ne s'agissait pas d'un « cadeau » fait par la classe politique aux travailleurs mais de la traduction légale de ce qui, de fait, se mettait en place dans la majorité des lieux de

travail à travers la lutte ouvrière. De plus, à partir de l'établissement de la dite loi, les syndicats durent lutter pour son application effective et pour empêcher que les entrepreneurs ne se sortent de ce mauvais pas en diminuant le salaire proportionnellement à la diminution horaire de la journée de travail.

Batlle impulsa de nombreux projets et lois en faveur de la classe ouvrière. De plus, il se montra impartial dans la majorité des conflits entre travailleurs et capitalistes, il montra même dans certains cas des signes de sympathie envers la classe ouvrière. Cela répondait à la conception particulière de Batlle concernant le rôle de l'Etat lequel, dans sa conception, devait servir à niveler les différences sociales. C'était aussi une manière de couper les ouvriers de l'activité révolutionnaire qui mettait en danger la « paix sociale » et de les habituer à la voie des urnes, tout en augmentant son capital électoral. Comme le signale Milton Vanger « *le total des ouvriers bénéficiant de la loi des 8 heures serait 4 fois supérieur au nombre des votants de 1910. L'emphase de Don Pepe sur l'ouvrier comme citoyen ouvrit la campagne pour élargir le vote « colorado » en attirant les ouvriers aux urnes* ».

Cette attitude paternaliste de Batlle envers les ouvriers généra diverses réponses. Certains le virent avec sympathie tandis que d'autres avertirent qu'il était malfaisant car il accoutumait les ouvriers à la voie réformiste, et une fois qu'il ne serait plus au pouvoir, la réalité de l'oppression gouvernementale allait contraster avec un peuple endormi par l'habitude d'attendre tout d'en haut. Cette dernière position ne manquait pas de pertinence.

Les réalisations en matière de législation sociale du gouvernement réformiste de Batlle (en grande partie résultat de la lutte ouvrière) débouchèrent sur le fait curieux que de nombreux révolutionnaires devinrent réformistes, que d'anarchistes ils devinrent « anarcobatllistes ». Cela fut répudié par les anarchistes conséquents qui avertirent sur l'erreur qui était en train de se commettre. Par exemple, le bimensuel « Temps Nouveaux » manifesta sa préoccupation à propos de l'appui que Batlle recevait parmi les travailleurs et exhortait à réfléchir sur « *le vrai problème à résoudre qui consiste à savoir non pas comment nous pouvons être mieux gouvernés mais comment nous pouvons être plus libres* ». Il signalait aussi ailleurs : « *Nous, nous n'allons pas compliquer la tâche de Batlle tant qu'il n'interrompt pas notre marche mais nous n'allons pas non plus avancer bras dessus bras dessous avec lui pour rester à la moitié du chemin* ». Dans « El Tirapie », qui était la publication mensuelle du Centre de Résistance des ouvriers de la chaussure, on faisait également référence à Batlle en disant « *pour nous, ce n'est qu'un politicien, plus ou moins impartial dans les conflits ouvriers, mais toujours défenseur de cette classe qui détient le pouvoir et le capital que nous voulons abattre* ».

A partir de 1913 les facteurs internationaux jouèrent un rôle important dans la réalité du pays. La crise survenue dans les pays centraux cette année là se répercuta sur l'économie nationale et ceux qui payèrent les pots cassés furent, comme toujours, les travailleurs vu que des licenciements massifs eurent lieu dans l'industrie et que les salaires furent baissés.

A cette situation s'ajouta, à partir de 1914, les conséquences de la première guerre mondiale. Alors que les grands propriétaires terriens et les entrepreneurs gagnaient d'énormes bénéfices avec la conjoncture belliqueuse (par l'augmentation du volume et des prix des exportations), la classe ouvrière et les secteurs populaires affrontèrent des difficultés aiguës du fait de la prolifération de la spéculation et de l'augmentation subséquente des prix des produits de base. Comme on disait à l'époque : « la cherté de la vie augmente ».

A la ruineuse situation économique du peuple vint s'ajouter le tour conservateur pris par le gouvernement de Feliciano Viera qui assumait le pouvoir en 1915. Ce tour fut accompagné et alimenté par la mobilisation des secteurs patronaux dont l'expression la plus éloquente fut la fondation de la Fédération Rurale (porte-voix des propriétaires terriens).

Malgré cette situation cauchemardesque, les travailleurs continuaient à s'organiser et agir, livrant de nombreuses grèves. Dans beaucoup de celles-ci, les petits commerçants se solidarisaient avec les travailleurs.

En 1917 se produit la Révolution Russe qui fut vue avec sympathie et enthousiasme par les anarchistes foristes. Mais le dénouement de celle-ci, avec la contre-révolution bolchevique, causa une crise interne aiguë qui détermina la destruction de l'unité qu'incarnait la FORU.

D'un côté allait rester ceux qui continuaient à soutenir une position libertaire conséquente, sans concession à l'Etat et encore moins à la dictature, et qui voyaient dans le mouvement makhnoviste d'Ukraine (mouvement de paysans et d'ouvriers anarchistes qui durent affronter aussi bien l'armée blanche pro-tzariste que l'armée rouge bolchevique) l'incarnation de sa ligne politique ; et d'un autre côté

restaient ceux qui affirmaient que l'expérience russe exigeait une révision des vieilles théories. Ces derniers, pour essayer de concilier leur supposé « anarcho-syndicalisme » avec la conception bolchevique de la dictature du prolétariat, inventèrent la théorie de « la dictature exercée par les syndicats ».

Avant que s'effectue la scission définitive eut lieu le congrès de 1919. A celui-ci participèrent un total de 50 organisations, parmi lesquelles 38 syndicats et fédérations de Montevideo, 11 syndicats et une fédération locale de l'intérieur (Salto).

La crise provoquée par le dénouement de la révolution russe devint insoutenable et mena finalement à la scission de 1923.

En septembre de cette même année, à l'initiative de la Fédération Ouvrière Maritime, se réunit le congrès qui décida la création d'une nouvelle centrale, l'Union Syndicale Uruguayenne (USU), laquelle se définissait comme « anarcho-syndicaliste » et s'opposait à la FORU anarchiste. Au sein de l'USU se regroupèrent, en plus des syndicats dans lesquels agissaient les anarchistes pro-russes, ceux apportés par le Parti Communiste récemment surgi. Mais l'éloignement ultérieur des bolcheviques non-staliniens des postes de direction du nouvel Etat « socialiste » finit rapidement par rompre la nouvelle USU, les syndicats d'orientation moscovite se séparant d'elle et se regroupant dans une nouvelle centrale : le Bloc d'Unité Ouvrière (1927) qui en mai 1929 se transforma en CGT (Confédération Générale du Travail), de nette tendance réformiste et soumise au Parti Communiste.

Durant les années 20, l'unité syndicale rompue, les syndicats foristes continuèrent à être importants mais les « anarcho-syndicalistes » et les communistes eurent aussi des syndicats de poids. Mais il faut remarquer que toutes ces divisions affaiblirent la capacité de lutte des travailleurs durant ces années.

Je vais laisser maintenant de côté la stricte chronologie du mouvement ouvrier car ce qui m'intéresse c'est de montrer que c'est au moment où les syndicats anarchistes (et par conséquent autonomes vis à vis des partis politiques) commençaient à s'affaiblir, tant du fait de leurs disputes internes que du surgissement d'un nouveau type de syndicalisme très lié au Parti communiste, qu'a commencé à apparaître le phénomène d'institutionnalisation du mouvement ouvrier et sa liaison avec les partis politiques.

Spécialement à partir de ce qui va devenir la CGT, le mouvement ouvrier commence à se transformer en théâtre d'opérations des partis et organisations politiques, en même temps qu'il commence à s'institutionnaliser et à se transformer quasiment en un appendice de l'Etat. Ce processus va s'accroître durant la période de la seconde guerre mondiale (1939-1945), pendant laquelle, du fait de l'alliance entre les pays alliés et l'URSS, la CGT, de même que toutes les organisations syndicales communistes du monde à ce moment là, commence à mener une politique d'entente et d'alliance avec le gouvernement et la bourgeoisie.

Cela va se cristalliser dans la loi sur les Conseils de salaires (1943) qui fut un mécanisme de concertation entre ouvriers, patrons et Etat. Les grèves cessèrent alors d'être l'arme principale de lutte pour ne servir que dans des cas extrêmes, s'y substituant les négociations institutionnelles, au sein des conseils, ou formelles, au sein du parlement et des ministères.

La loi obligeait les ouvriers à élire des délégués dans les Conseils s'ils voulaient des augmentations de salaires, chose qu'ils voulaient tous. Le problème était que la loi réglementait le fonctionnement interne des organisations syndicales et par conséquent leur autonomie. Elle leur imposait la manière d'élire les délégués : élections secrètes, avec listes, organisées et contrôlées par l'Etat.

Alors qu'une grande partie des travailleurs voyaient (illusoirement je crois) dans la loi des Conseils de Salaires une conquête ouvrière, ceux qui partageait encore la tradition autonomiste voyaient en elle un mécanisme de contrôle étatique sur l'activité syndicale.

Bien qu'à long terme le résultat fut nul, car les augmentations de salaires se répercutaient sur les prix et finissaient annulées, sur le court terme les augmentations de salaires en chaîne convainquirent tout le monde. Les rares syndicats qui continuèrent à critiquer les Conseils s'affaiblirent. Ce n'est qu'une décennie plus tard, à partir des luttes des syndicats autonomes d'action directe de 1951-1952, que resurgit le débat sur l'efficacité des Conseils.

La loi des Conseils de salaires contribua à consolider une forme de conduite syndicale institutionnalisée, dans laquelle l'Etat exerçait un rôle important comme médiateur, et où la « gauche » politique était vue comme un guide. Dans ce processus s'accroît aussi la séparation entre sommets et bases, entre dirigeants et dirigés.

Avec la prépondérance de cette nouvelle forme de syndicalisme, on commença à laisser de côté le caractère contre-culturel intégral de celui-ci pour mener à bien une action strictement économiciste, car la pratique politique était laissée aux partis.

C'est à dire que la conception du mouvement ouvrier change radicalement. Qu'on me permette d'approfondir cela en comparant les 2 conceptions.

Comme le signale Carlos Rama, le mouvement ouvrier et social de 1885 à 1928, et tout particulièrement l'anarchisme « *arrive à créer une sorte d'éthique populaire, indépendante de l'éthique religieuse de l'église, mais aussi de l'éthique utilitaire de la bourgeoisie positiviste. Dans ce monde de « compagnons »... il y a des usages, des institutions, des principes, des options vitales, des « valeurs » qui s'affrontent au monde des riches et des privilégiés* ».

Comme on le signale dans l'éditorial d'un journal de 1909, le propos de la nouvelle éthique était de « *stimuler l'esprit de révolte qui existe en tout individu et d'essayer que le travailleur s'émancipe de tout préjugé et faux pré-concept patriotique, religieux ou patronal, perdant tout respect des lois et des institutions* ».

Alors qu'à partir de 1929, avec la néfaste influence communiste, on commence à voir le mouvement ouvrier comme un simple appendice de l'action parlementaire des partis politiques. L'organisation syndicale perd son autonomie et son action sera conditionnée à ce qui convient « au parti ».

Malgré cela, il faut signaler que les valeurs nouvelles et subversives construites par les travailleurs anarchistes subsistent dans le temps et s'incarnèrent, par exemple, dans le syndicalisme autonome d'action directe des années 40 et 50 et, également, dans les anarchistes qui agissent dans d'autres milieux comme les coopératives, communautés, organisations spécifiques et divers champs contre-culturels.

Et il faut remarquer que même jusqu'au jour d'aujourd'hui subsiste cette tradition de lutte anti-autoritaire et orientée vers la liberté, peut-être plus tellement dans les syndicats (bien qu'il y ait encore des militants de base avec cette éthique de liberté) mais plutôt dans d'autres milieux organisés : groupes d'affinités, organisation de chômeurs, commission d'autogestion, radios communautaires, communautés, organisations étudiantes, coopératives etc... dans lesquels perdure encore la volonté émancipatrice.

Quant au syndicalisme actuel, on pourrait dire que le PIT-CNT (4) a les mêmes défauts que la CGT. C'est à dire un économicisme marqué, un caractère essentiellement réformiste, une action totalement soumise aux intérêts des partis politiques et une séparation hiérarchique marquée entre dirigeants et dirigés. Il n'est peut-être plus sous la tutelle du Parti communiste, vu l'état de décrépitude dans lequel celui-ci se trouve, mais il est néanmoins sous l'influence de diverses organisations du « Frente Amplio » (5). Organisations qui utilisent le mouvement syndical pour en retirer des profits électoraux et non pas pour chercher un changement social. Changement qui, par ailleurs, devient inévitable.

NOTES DU TRADUCTEUR :

1) « BLANCOS » ET « COLORADOS » : Il s'agit des 2 grands partis politiques traditionnels uruguayens. Créés en 1836, le 19^{ème} siècle sera marqué par leurs luttes, incessantes et violentes, pour le contrôle du pouvoir. Le parti blanco est aussi appelé Parti National. Les « blancos » représentent essentiellement les intérêts des propriétaires terriens et des grands éleveurs de l'intérieur du pays tandis que les « colorados » sont les représentants de la bourgeoisie et des classes moyennes urbaines. Politiquement, los blancos ont souvent été présentés comme des conservateurs et los colorados comme des libéraux. Ces 2 partis, assez fourre-tout, furent toutefois apparemment traversés par de multiples tendances allant de la gauche à l'extrême-droite.

L'arrivée au pouvoir de José Batlle y ordoñez (un « colorado »), en 1903, et sa politique de mise en place d'un appareil d'Etat moderne, déféodalisé, entraînera une stabilisation de la vie politique. Le dernier soulèvement des « blancos », mené par le caudillo rural Aparicio Saravia, date de 1904. C'est un échec et dorénavant les conflits entre les 2 grands partis ne sortiront plus du cadre institutionnel. Les différences entre ces 2 partis sont actuellement minimales et tout les 2 sont classés à droite.

2) Le début du 20^{ème} siècle en Argentine est marquée par une forte agitation sociale. Les grèves massives, souvent violentes, se succèdent, entre autres sous l'impulsion de la Fédération Ouvrière Argentine (qui deviendra la Fédération Ouvrière Régionale Argentine en 1904) de tendance anarchiste. Ces luttes atteignent un pic fin 1902, la grève est générale en novembre. Le

pouvoir réagit par des mesures répressives (état de siège, fermetures des locaux syndicaux, interdiction de la presse ouvrière, arrestations de masse et déportation en Terre de Feu...).

Le 22 novembre 1902 est votée en quelques heures la « loi de résidence » qui permet au gouvernement d'expulser du pays, sous 3 jours, tous les étrangers « perturbant l'ordre public ». Cette loi visant les agitateurs immigrés ne disposant pas de la nationalité argentine (un quart de la population de l'époque n'avait pas la nationalité et la classe ouvrière était composée à plus de 50% d'étrangers) restera en vigueur durant des décennies. Elle aboutira à l'expulsion de milliers de subversifs.

3) Il s'agit de la rive argentine du Rio de la Plata, grand fleuve qui sépare les 2 pays.

4) PIT-CNT : La dictature de 1973 interdit la Convention Nationale du Travail, LA grosse centrale syndicale du pays. Au début des années 80, la « transition démocratique » approchant, un processus de réorganisation syndicale débouche sur la création du Plenario Intersindical de los Trabajadores (qu'on peut traduire approximativement par « l'assemblée plénière intersyndicale des travailleurs ») qui bénéficie d'une certaine reconnaissance légale alors que la CNT est toujours interdite. Un fois la « démocratie » revenue, le PIT et la CNT fusionnent en 1985. Le PIT-CNT est politiquement dominé par les différentes partis du Frente Amplio et constitue donc l'appendice syndical de la gauche parlementaire. Il compte actuellement environ 130 000 membres (apparemment 90% des syndiqués du pays). Sa pratique est très légaliste, bureaucratique et tous ces espoirs sont placés dans l'arrivée au pouvoir de la gauche.

5) Littéralement le « Front Ample ». Il s'agit d'une coalition de partis de gauche et de centre-gauche, créée en 1971, qui regroupe, entre autres, le Parti Socialiste, le Parti Communiste, le Parti Démocrate Chrétien, des scissions des partis blanco et colorado, le Mouvement pour la Participation Populaire (animé par d'anciens guérilleros des Tupamaros). Cette coalition rassemble environ la moitié des électeurs et tout semble indiquer qu'elle gagnera les prochaines élections. Son programme social-démocrate est parfois qualifié de « néo-batllisme ».